



► Le rapport annuel 2008-2009 du BSIF déposé au Parlement 1



► Le BSIF divulgue le ratio de solvabilité estimatif (RSE) des régimes de retraite privés fédéraux 3



► Allocution de monsieur Jean-Claude Ménard - Les femmes et les régimes de retraite 4

○ NUMÉRO 3 | ○ VOLUME 3 | ○ AUTOMNE 2009



DU BUREAU DU SURINTENDANT DES
INSTITUTIONS FINANCIÈRES CANADA (BSIF)

Pilier

Le Senior Supervisors Group dépose son rapport sur les pratiques en matière de gestion du risque

Les principaux organismes de surveillance de sept pays, réunis sous le nom « Senior Supervisors Group – SSG ou le Groupe », a déposé aujourd'hui un rapport sur la mesure dans laquelle les lacunes des régimes de gestion du risque et de contrôle interne ont contribué aux ratés qu'a connus le secteur financier lors de la crise.

Disponible en anglais, ce rapport, intitulé Risk Management Lessons from the Global Banking Crisis of 2008, examine en détail les problèmes de financement et de liquidité au centre de la récente crise et s'intéresse à divers aspects des pratiques en matière de gestion de risque qu'il faudra améliorer à l'échelle de l'ensemble du secteur. Il conclut que malgré les améliorations que les institutions financières ont récemment apportées à la gestion des risques, il reste encore fort à faire pour remédier aux lacunes observées au chapitre de la gouvernance, des structures incitatives, de l'infrastructure infotechnologique et mesures de contrôle interne.

Les observations et conclusions formulées dans ce rapport reflètent les résultats de deux initiatives du Groupe – une série d'entrevues avec des sociétés au sujet des défis inhérents au financement et à la liquidité, et un exercice d'autoévaluation demandant aux sociétés d'évaluer leurs propres pratiques en matière de gestion du risque en fonction d'un jeu de

recommandations et d'observations tirées d'études réalisées par le secteur financier et les organismes de réglementation en 2008.

Ce rapport est le fruit de l'effort concerté des principaux organismes de surveillance du Canada (Bureau du surintendant des institutions financières), de la France, de l'Allemagne, du Japon, de la Suisse, du Royaume-Uni et des États-Unis, qui ont mis à contribution l'Office of the Comptroller of the Currency, la Securities and Exchange Commission et la Federal Reserve.

Ces initiatives ont été réalisées à l'appui des priorités du Conseil de stabilité financière, dont la mission consiste à se pencher sur les questions qui rendent le système financier vulnérable et à promouvoir la stabilité financière mondiale.

On trouvera la version intégrale du document sur le site Web du BSIF, au www.osfi-bsif.gc.ca



Ted Price,
surintendant auxiliaire,
Secteur de la surveillance

Le rapport annuel 2008-2009 du BSIF déposé au Parlement

Le texte suivant est extrait du message de la surintendante dans le rapport annuel 2008-2009 du BSIF

Cette année, le thème du rapport annuel — La réglementation prudentielle en période de défis — constitue davantage un état de fait qu'un thème. Les bouleversements qui ont secoué les systèmes financiers partout dans le monde et les problèmes auxquels sont confrontés les organismes de réglementation, y compris le BSIF, sont légion. La première vague — le bouleversement des marchés financiers — a frappé en août 2007 et partout dans le monde, les banques ont été durement touchées. Heureusement, le système bancaire canadien était bien préparé à une telle éventualité, avec des niveaux élevés de fonds propres de qualité et des ratios de levier financier prudents, ce qui lui a permis d'éviter les écueils mieux que bon nombre de ses homologues à l'étranger.

(suite à la page 2)

Message de Julie Dickson, surintendante des institutions financières, dans le rapport annuel du BSIF... (suite de la page 1)

Puisque le système financier canadien a mieux résisté à la première vague – le bouleversement des marchés financiers – que bon nombre de ses pairs, le BSIF a fait l'objet de beaucoup plus d'attention qu'à l'habitude, et il a dû répondre à bien des questions au sujet de la performance relativement bonne du Canada.

Nous avons répondu que la vigueur du système canadien s'explique par le cadre stratégique global du Canada, la qualité de la réglementation et de la surveillance du BSIF, la coopération et la communication entre les membres du Comité de surveillance des institutions financières (CSIF) (le BSIF, la Banque du Canada, la Société d'assurance-dépôts du Canada, l'Agence de la consommation en matière financière du Canada et le ministère des Finances), et les compétences des institutions financières canadiennes en matière de gestion des risques. Le concours de tous les acteurs du système est à la base de la réussite du Canada jusqu'à présent.

Un autre élément a contribué à la réussite du Canada cette année : un mandat clair jumelé à un cadre redditionnel, facteurs qui motivent toutes nos activités et nous obligent à mettre l'accent sur la solvabilité. La concentration et la spécialisation (le mandat du BSIF n'aborde pas la politique monétaire, la conduite sur les marchés et la protection des consommateurs) comportent des avantages, tout spécialement lorsqu'un secteur d'activité devient plus complexe.

Compte tenu de la possibilité de faillite, le mandat du BSIF insiste nettement sur l'intervention précoce et le besoin d'agir rapidement pour atténuer le risque. Dans son rapport du printemps 2009, le G-20 recommandait d'ajouter la stabilité financière aux mandats de divers intervenants dont les organismes de réglementation et les banques centrales. Il a en outre ajouté qu'un point de vue portant sur l'ensemble du système ou la protection macroprudentielle est un complément à la réglementation microprudentielle, et non un substitut. La prise en compte de la stabilité financière constitue une évolution naturelle du mandat du BSIF, car un système ne saurait être stable en cas de faiblesse des banques ou de la réglementation et de la surveillance.

En 2008-2009, le BSIF s'est impliqué activement à l'échelle mondiale avec d'autres membres du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et le Groupe international des surveillants principaux. Il a également pris part à des réunions du Conseil de stabilité financière (anciennement le Forum sur la stabilité financière) et de l'Association internationale des contrôleurs d'assurance. Ce sont des tribunes importantes et, en 2008-2009, elles ont également permis d'améliorer la communication avec nos pairs à l'étranger au sujet des défis quotidiens découlant du stress considérable qu'a subi le système bancaire mondial.

On s'y penche notamment sur la nécessité d'élaborer un meilleur cadre de fonds propres, de renforcer la surveillance des liquidités, de revoir les stimulants et les régimes de rémunération pour veiller à ce qu'ils ne récompensent pas la prise de risques inacceptables, et le besoin de mettre davantage en évidence les volets non réglementés du système financier.

Le risque et l'incertitude demeurent et la récession devrait influencer sensiblement sur les institutions et les régimes de retraite que nous surveillons. Alors, pas question de nous reposer sur nos lauriers. Le BSIF continuera d'exercer une surveillance rigoureuse du secteur financier, de prêter son concours aux échanges internationaux et de s'investir dans le perfectionnement de ses employés.

Même si le mandat, la philosophie et l'autonomie du BSIF représentent des éléments clés de son rôle, il ne pourrait réussir sans sa plus importante ressource, ses employés. L'année écoulée a fait appel à des niveaux de dévouement inégaux de la part de tous les secteurs de l'organisation, et je tiens à leur exprimer toute ma gratitude pour les efforts qu'ils ont déployés.

On trouvera la version intégrale du document sur le site Web du BSIF, au www.osfi-bsif.gc.ca

Étude d'impact quantitative (EIQ) de l'approche standard du MPRCE - Risques de marché et de crédit

Tel qu'indiqué dans les documents intitulés Cadre conceptuel d'une nouvelle approche standard d'établissement des exigences de capital (affiché en novembre 2008) et Approche standard pour le calcul du coussin de solvabilité lié au risque de marché (également affiché en novembre 2008), le Groupe de travail sur l'approche standardisée (GTAS), composé de représentants du BSIF, d'Assuris et de l'AMF, a entrepris le développement de l'approche standardisée future du MPRCE.

Le GTAS entreprend maintenant la première étude d'impact quantitative (EIQ) sur la nouvelle approche standardisée du MPRCE. Cette EIQ couvre les composantes du risque de marché et du risque de crédit de la nouvelle approche. Le but principal de l'EIQ est de tester l'applicabilité des méthodes proposées pour les nouvelles composantes ainsi que d'estimer l'impact potentiel de l'adoption de ces composantes.

La présente EIQ sera envoyée à tous les assureurs-vie fédéraux, qui doivent faire parvenir leur réponse d'ici le 11 décembre 2009.

On trouvera la version intégrale du document sur le site Web du BSIF, au www.osfi-bsif.gc.ca

Le BSIF divulgue le ratio de solvabilité estimatif (RSE) des régimes de retraite privés fédéraux

Le jeudi, 22 octobre 2009, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a dévoilé les résultats du plus récent exercice de contrôle de la solvabilité des régimes de retraite privés fédéraux à prestations déterminées.

L'évaluation semestrielle du ratio de solvabilité des quelque 400 régimes de retraite à prestations déterminées qu'il encadre sur le plan de la réglementation compte parmi les activités de surveillance qu'exerce le BSIF à intervalle régulier. Les plus récents résultats indiquent qu'au 30 juin 2009, ce ratio se chiffrait à 0,88. Autrement dit, à cette date, au plan de la solvabilité, la valeur des actifs de ces régimes de retraite était inférieur de 12 p. cent à celle de leur passif. Cet écart était de 0,85 en décembre 2008.

Selon madame Judy Cameron, directrice générale de la Division des régimes de retraite privés du BSIF, « Ces résultats attestent d'une très légère amélioration de la situation en général par rapport à décembre 2008. Le ratio de solvabilité estimatif varie en fonction, notamment, de la fluctuation des taux d'intérêt et du rendement d'instruments d'investissement tels que les actions ordinaires et les obligations. Les résultats de juin 2009 démontrent qu'il ne faut pas relâcher la vigilance et continuer de prêter attention à la gestion des risques liés aux régimes de retraite ».

À l'heure actuelle, le BSIF réglemente sept pour cent des régimes de retraite privés canadiens, ce qui correspond à environ 12 % des éléments d'actif des régimes de retraite privés.

On trouvera la version intégrale du document sur le site Web du BSIF, au www.osfi-bsif.gc.ca

Le BSIF souhaite la bienvenue à Toni Lobo et à Walter Engert

Le BSIF a le plaisir d'annoncer l'arrivée de madame **Toni Lobo** au BSIF, le 17 août 2009, à titre de directrice générale de la Division du risque de crédit, rattachée au Groupe de soutien de la surveillance, Secteur de la surveillance, à Toronto.

Madame Lobo a acquis plus de 18 ans d'expérience dans la gestion du risque de crédit en couvrant les salles de marché à Toronto, Montréal, Calgary, Vancouver, New York et Londres. Elle possède plus de 30 ans d'expérience dans le domaine bancaire, y compris les services de banque de détail, de courtage au détail, de vérification interne ainsi que les services bancaires aux grandes entreprises, les services bancaires d'investissement et la gestion du risque. Madame Lobo possède aussi une expertise sur tous les produits de commerce, dont l'opération de change, les taux d'intérêts, les marchandises, les options et les produits dérivés complexes.



Elle occupait jusqu'à maintenant le poste de vice-présidente, gestion du risque de crédit, Commerce et titrisation, à la CIBC.

Le BSIF est heureux d'annoncer l'arrivée, le 19 octobre dernier, de monsieur **Walter Engert** en tant que directeur principal de la recherche, rattaché au Secteur de la réglementation, à Ottawa.

Le BSIF bénéficiera de la vaste expérience de monsieur Engert pour ce qui est de mener et de diriger des travaux de recherche sur la politique monétaire, l'efficacité du système financier, la stabilité financière, la réglementation du système financier, et les systèmes de paiements, de compensation et de règlements. En outre, il s'y connaît bien dans l'examen des faits nouveaux au Canada, ainsi qu'en matière d'élaboration et d'analyse de politiques.



Avant son entrée au BSIF, monsieur Engert a été à l'emploi de la Banque du Canada pendant plus de 20 ans. Il a également travaillé pendant quelques années comme conseiller auprès d'un directeur exécutif du conseil d'administration du Fonds monétaire international.

Allocution de monsieur Jean-Claude Ménard - Les femmes et les régimes de retraite

Le texte suivant est un court extrait de l'allocution de l'actuaire en chef sur la sécurité du revenu de retraite.

Chaque fois que le Parlement est saisi d'un projet de loi ayant d'importantes répercussions sur la situation financière d'un régime de retraite public à l'égard duquel la loi confère des attributions à l'actuaire en chef, le BAC doit soumettre un rapport actuariel au ministre intéressé.

Un rapport actuariel a été déposé récemment devant le Parlement le 19 octobre dernier. Ce rapport évalue les impacts financiers des changements proposés au Régime de pensions du Canada lesquels sont inclus dans le projet de loi C-51. Ce rapport confirme que, si le Régime existant est modifié tel que proposé tout en tenant compte des conditions économiques actuelles, un taux de cotisation prévu par la loi de 9,9 % à compter de 2010 suffirait à assurer la viabilité financière du Régime.

Position des femmes au sein du système de retraite canadien

La position des femmes au sein du système de retraite canadien est fort différente de celle qu'elle était il y a 30 ou 40 ans. Historiquement, les femmes ont vécu des périodes de vie active plus ou moins longue en dehors du marché du travail et ont eu des gains de travail plus faibles que ceux des hommes, ce qui a entraîné des rentes de retraite inférieures à celles des hommes. Actuellement, l'écart des rentes versées par le Régime de pensions du Canada aux hommes et aux femmes se rétrécit, même si on ne prévoit pas qu'il disparaisse complètement.

La présence des femmes sur le marché du travail a augmenté au fil des ans. Selon le rapport actuariel du RPC le plus récent, les taux globaux d'activité au Canada de 1976 à 2006 indiquent clairement un rétrécissement de l'écart entre les hommes et les femmes. Bien que cet écart était de 32% en 1976, il s'est réduit à 10% en 2006, et l'on s'attend à ce qu'il continue de diminuer, mais à un rythme plus lent. Cette tendance est également bien marquée dans des régimes de pension agréés (RPA). La proportion de femmes couvertes par un régime d'employeur a augmenté, passant de 35 %, il y a 20 ans, à 49 % en 2007.

En 2007, 2,9 millions de femmes participaient à un RPA comparativement à seulement 1,7 million en 1987. Pour l'ensemble des travailleurs rémunérés, la proportion de femmes participant à un RPA est maintenant plus élevée que la proportion d'hommes, situation qui ne s'était jamais produite avant 2005.

On trouvera la version intégrale du document sur le site Web du BSIF, au www.osfi-bsif.gc.ca

Quoi de neuf sur le Web (www.osfi-bsif.gc.ca)

Préavis sur le passage aux normes IFRS

Le Passage des entités fédérales aux Normes internationales d'information financière (IFRS) est un document dans lequel le BSIF énonce ses attentes et ses exigences à l'égard de la mise en œuvre des Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que de nouvelles mesures entourant la production des rapports d'étape sur la mise en place des normes IFRS et des données financières du premier trimestre sous le régime des normes IFRS.

Le BSIF invite les principaux intéressés à en prendre connaissance et à faire part de leurs observations d'ici le 31 décembre 2009.

États intermédiaires 2010 de VIE-2 et P&C-2

Les versions définitives des états intermédiaires VIE-2 et P&C-2, en vigueur à partir du Q1 2010.

On trouvera la version intégrale des documents sur le site Web du BSIF, au www.osfi-bsif.gc.ca



Jean-Claude Ménard,
actuaire en chef



Pour être informé de la parution de documents susceptibles de vous intéresser, il suffit de vous inscrire sur notre liste d'envoi la prochaine fois que vous consulterez notre site Web.

Cochez les domaines qui vous intéressent et, lorsqu'un document correspondant sera affiché, nous vous enverrons un avis par courriel assorti du lien pertinent.

Le Pilier

Le Pilier est une publication de la Division des communications et des affaires publiques du Bureau du surintendant des institutions financières Canada.

Vous pouvez vous abonner gratuitement ou nous faire part de vos observations par courriel à l'adresse suivante : lepilier@osfi-bsif.gc.ca



BSIF
OSFI

255, rue Albert
Ottawa (Ontario) K1A 0H2